

**Colloque international – Lille 7 et 8 octobre 2019**  
**LE MOUVEMENT DES ASSOCIATIONS DE TRAVAILLEURS AU XIX<sup>e</sup> SIÈCLE**

***Organisateur.trice.s***

Carole Christen, (IRHIS – Lille)

Caroline Fayolle (LIURDEF, université de Montpellier)

Samuel Hayat, (CERAPS, CNRS)

Compte rendu twitter réalisé (à chaud) par Samuel Hayat [@SamuelHayat](https://twitter.com/SamuelHayat)

Après une introduction sur l'historiographie de l'association ouvrière par les organisatrices/eur, l'archiviste **Louise Roger-Estrade** présente les fonds des Archives nationales du monde du travail sur les associations ouvrières et des mouvements sociaux. Les ANMT (Roubaix) sont les seules archives nationales à avoir 90% de fonds privés, de sources différentes (syndicats, entreprises, CE...). En fait toutes les archives « relatives au monde du travail, produites par entreprises et mouvements économiques et sociaux ».

On trouve notamment les archives des Charbonnages de France, plus de 2,3 km de linéaire. Côté mouvements sociaux, 4 km d'archives syndicales, 2,5 km d'archives associatives, avec des thématiques assez diverses.

Ce sont surtout des archives du XX<sup>e</sup> siècle, mais on en trouve aussi du XIX<sup>e</sup>, par exemple des archives de sociétés de secours mutuel (comme la société *La Vieillesse*, ancêtre de caisse nationale des retraites), d'associations ouvrières, des premières organisations patronales.

Pour en savoir plus (et notamment visiter leur magnifique bâtiment, l'ancienne filature Motte-Bossut où, de 1891 à 1981, des milliers d'ouvriers ont filé du coton)

<http://archivesnationales.culture.gouv.fr/camt/>

***1ère session***

***L'essor de l'organisation ouvrière pendant les années 1830-40***

présidée par Thomas Bouchet (CWP, université de Lausanne)

**François Jarrige** (Université de Bourgogne)

*S'associer pour civiliser les mécaniques. Imaginaires et pratiques associationnistes des imprimeurs-typographes sous la monarchie de Juillet.*

Les historien-ne-s ont longtemps insisté (à juste titre) sur le moment 1830 dans la construction du mouvement ouvrier (cf : William H. Sewell, ou avant lui Octave Festy ). On peut le prendre par un événement : le 29 juillet 1830, des ouvriers typographes parisiens vont détruire des machines.

Ca fait naître un spectre de rumeurs et de peur chez les élites bourgeoises. Mais ça engendre aussi, chez les ouvriers, une conception de l'association comme moyen de transformer les règles de propriété pour faire de la mécanisation un outil positif pour eux.

Mais l'événement ne vient pas de nulle part, il est préparé par l'opposition longue à l'introduction, depuis quelques années, de presses mécaniques. F. Jarrige compte que pour imprimer les 16000 exemplaires du *Constitutionnel*, 1<sup>er</sup> grand journal à s'équiper, on passe 65 à 17 ouvriers.

Le 29 Juillet, toutes les machines sont détruites, mais le nouveau roi lève un emprunt pour rééquiper les fabricants - donnant lieu à une contestation unitaire des typos et pressiers. Les élites éclairées expliquent alors aux ouvriers pourquoi ils ne doivent pas briser les machines.

Certes, les meneurs des bris de machines ont été acquittés, mais la raison avancée est qu'ils ne sauraient pas ce qu'ils font : leur est déniée ainsi la capacité à comprendre les enjeux. L'idée d'association (et la presse ouvrière) est alors une manière de répondre à cette accusation d'incapacité, d'être à nouveau audible dans l'espace public.

### **Carole Christen** (IRHIS – Lille)

*L'Association libre pour l'éducation gratuite du peuple, 1831-1834 : une association « par des ouvriers et pour des ouvriers » (Cabet) ?.*

Cette Association est très liée au journal *Le Populaire*, « journal des intérêts politiques, matériels et moraux du peuple », fondé par Cabet et organe principal des communistes icariens. Mais contrairement à ce que dit Cabet, ce n'est pas une association ouvrière à la base.

En fait c'est une scission de *L'Association polytechnique*, créée par des polytechniciens suite à la révolution de juillet 1830, qui fait principalement des cours d'éducation populaire - mais dont le contenu parfois politique agace le gouvernement et divise ses membres.

Sur le papier, la nouvelle *Association* est juste là pour faire des cours, mais ses réunions sont surveillées, et après l'appel à participer aux funérailles du général Lamarque en 1832 (débouchant sur une insurrection), les cours sont suspendus et elle doit se refonder.

Du coup, son but officieux est plutôt de faire la propagande républicaine, par ses cours (notamment ceux d'histoire d'Albert Laponneraye), et de créer une organisation politique, sous l'influence notamment de membres de son comité directeur comme le néobabouviste Voyer d'Argenson.

### **Jean-Christophe Balois-Proyart** (université de Paris 1-Panthéon-Sorbonne)

*Les associations : un moyen dans la lutte contre l'intermédiation marchande du travail. propos du projet d'une société générale des fabricants de rubans de Saint-Etienne, au début des années 1840.*

Le but de la société est de lutter contre la dépossession des ouvriers face à l'accès au crédit et aux matières premières. En effet, si les passementiers stéphanois sont souvent propriétaires de leur outil de travail, ils dépendent des marchands pour les matières premières.

La société vise rien moins qu'au remplacement des règles du marché du travail libéral par une association répartissant le travail, négociant collectivement le tarif, évaluant la qualité des produits, et accédant au crédit par la collectivisation des machines.

Il s'agit d'internaliser et de mutualiser les fonctions des fabricants (c'est à dire des détenteurs de capitaux). Le projet n'aboutit pas, car ses meneurs sont arrêtés et l'acte fondateur de la société est annulé.

### **Christos Andrianopoulos** (EHESS)

*L'organisation du travail de Louis Blanc : les limites d'une rencontre entre interventionnisme et associationnisme.*

Il y a selon lui une incompréhension du recours constant à l'Etat par Louis Blanc dans ses projets. Au coeur de la pensée de Louis Blanc, on trouve surtout le projet

associationniste d'éliminer la concurrence par la mise en place d'ateliers sociaux, par métier, permettant de rationaliser la production. Il a été fortement influencé en cela par les ouvriers de *L'Atelier*.

En 1848, ce qu'il cherche à mettre en place n'est pas un renforcement du pouvoir de l'État, mais un projet d'association, avec un état serviteur, comme c'est repris par les délégués de la Commission du Luxembourg.

### *2<sup>ème</sup> session*

#### *La Seconde république, âge d'or des associations ouvrières ?*

présidée par Sylvie Aprile (université Paris-Nanterre)

**Vincent Robert** (CRHXIX, université de Paris 1-Panthéon-Sorbonne)

*Jeanne Deroin, Pauline Roland et les enjeux du démantèlement de l'Union des associations parisiennes (mai-novembre 1850)*

Vincent Robert s'intéresse au procès du démantèlement de l'*Union des associations*, une association des associations ouvrières créée en 1849 notamment par Pauline Roland et Jeanne Deroin. Pourquoi ce démantèlement, et pourquoi à ce moment là ?

On les accuse d'être une société secrète politique, ça ne tient pas. L'accusation dit alors qu'il s'agit d'une entreprise socialiste, contre les fondements de la société. C'est vrai : l'Union rassemblait des associations fonctionnant démocratiquement en vue de renverser le capitalisme.

Mais ce n'est pas nouveau, leurs activités étaient connues, pourquoi les arrêter à ce moment-là ? Car l'Union s'appêtait à mettre en service des bons d'échange, qui auraient permis aux associations de se passer de monnaie, et donc d'être autonomes et mutuellement reliées.

L'arrestation permet à la police de saisir les planches des bons et au pouvoir de mettre fin à l'expérience associative sans dissoudre directement les associations, simplement en les laissant mourir faute de capitaux et de moyens de solidarité.

**Mathias Pareyre** (IRHIS – Lille)

*De l'exigence de boire le vin au litre à la défense de la République sociale : les Voraces lyonnais au début de la Deuxième République.*

Qui sont donc les *Voraces* lyonnais ? On les présente comme une milice ouvrière, mais à la base non. L'origine est plurielle. C'est à la fois proche d'une coopérative de consommation (pour l'achat du vin au litre notamment), d'une société de secours mutuel et d'une forme de compagnonnage - la plupart des *Voraces* sont des ouvriers de la soie qui sont passés par le compagnonnage.

Mais ça change avec la révolution de 1848. Ça devient une véritable milice ouvrière, qui veut maintenir le peuple en armes, obtient le démantèlement des forts encerclant Lyon depuis l'insurrection de 1831, luttent contre la concurrence déloyale des tisseurs dans les couvents.

Ca devient même la principale force de maintien de l'ordre à Lyon (ils protègent les bâtiments officiels, etc.). Mais leur recrutement massif, au-delà des seuls ouvriers de la soie, et leur prise de position pour la République démocratique et sociale, effraient les bourgeois

**Jean-Louis Laville** (Conservatoire des Arts et Métiers)

présente son nouveau livre, *Réinventer l'association*. Ce livre fait suite à des rencontres régulières entre personnes intéressées par les associations, dans différents pays

<https://editionsddb.fr/livre/fiche/re>

Ces rencontres ont permis de sortir d'une tradition eurocentrée, pour retrouver des expériences invisibilisées d'association. Il se joue quelque chose de similaire dans le rapport à l'histoire : il faut trouver dans le passé des expériences devenues invisibles (cf M Riot-Sarcey)

Ce que l'associationnisme fait toujours, c'est la mise en question de la séparation entre économique et politique, et l'insistance sur la réutilisation de formes préexistantes de coopération plutôt que sur la rupture. Pourquoi ça a été rendu invisible ?

Il y a une double attaque :

D'un côté les idéologues libéraux ont imposé la matrice productiviste, où le but n'est plus de démocratiser (égaliser) la société mais de lutter contre la pauvreté, en ciblant les populations qui font problème. Ils ont fondé l'économie sociale, version dépolitisée de l'associationnisme.

D'un autre côté les marxistes après Engels, (contre Marx lui-même qui saluait les réalisations des coopératives) ont dévalorisé les expériences d'association existantes (par exemple coopératives), pour mieux faire valoir la nécessité de la prise de pouvoir et du changement par en haut.

Fin XIX<sup>e</sup> / début XX<sup>e</sup>, apparition d'une vision social-démocrate reposant sur alliance entre marché et État social porteur d'une solidarité redistributive, alors que l'associationnisme était fondé sur une solidarité réciprocaire. Mais aujourd'hui il y a une résurgence.

### **3<sup>ème</sup> session**

#### ***Les voies multiples de l'institutionnalisation des associations ouvrières***

présidée par François Jarrige (Université de Bourgogne)

**Robin Launay** (université de Rouen-Normandie)

*L'évolution du rôle des sociétés de secours mutuel en Sicile après l'unité italienne : l'exemple de la Société Ouvrière de Messine (1860-1914).*

Après l'unité italienne, on observe une explosion du nombre de sociétés de secours mutuel en Italie. L'intervention porte sur une de ces sociétés, *la Société Ouvrière de Messine*, créée en 1861, avec des fonds municipaux. L'affiliation se fait par métier, mais l'idée est de rassembler les différentes professions, participant par là à la construction d'une identité commune.

Mais il s'agit surtout d'instruire et d'éduquer les ouvriers en citoyens, ce qui veut dire arrachement à la « culture méridionale » et à l'influence de l'Église pour leur donner un esprit civique républicain - et exercer un contrôle sur les travailleurs.

**Costantino Paonessa** (UC Louvain)

*Expériences, contributions et enjeux de l'internationalisme en situation coloniale : le cas de l'Égypte (1861-1880)*

(Costantino était déjà venu à Lille parler d'anarchistes italiens en Égypte, cf

<https://twitter.com/SamuelHayat/status/977184798199504896>)

L'exil politique d'Italiens dans les villes côtières de l'Empire ottoman est courant au XIX<sup>e</sup> siècle. Ils y sont soumis au droit italien, sous l'autorité des consuls, qui surveillent toute

activité contestataire. Car il y a beaucoup d'associations carbonare, franc-maçonnnes, républicaines.

Les associations mazziniennes participent à la formation, en Egypte, d'une identité nationale italienne, mais aussi d'une identité révolutionnaire, avec notamment en 1871 le *Circolo Pensiero e Azione*, pour « diffuser dans le peuple les principes de la démocratie pure et radicale ».

L'arrivée d'un flux massif de travailleurs italiens en Egypte dans les années 1860-1870 fait se rencontrer ces mazziniani et une nouvelle génération, nourrie de socialisme et d'internationalisme anti-autoritaire. D'où en 1881 la *Fédération des groupes internationalistes d'Egypte*. En 1882, durant la répression anglaise des émeutes de Ahmad Urabi, les anarchistes italiens d'Egypte font même une tentative insurrectionnelle (à laquelle participe Errico Malatesta), avortée.

A noter : les anarchistes italiens d'Egypte, pourtant « super woke » et luttant contre l'emprise britannique, 1° ne mettaient jamais en question leurs privilèges concrets (l'extra-territorialité venant de la capitulation) 2° partageaient les préjugés européens sur les arabes.

**Céline Bellan** (Université de Bourgogne)

*Défendre la République, résister au patronat : du Club National au Cercle des Études Sociales, des grèves de 1848 à la Commune de 1871, une étude des associations ouvrières au Creusot.*

Le Creusot, ville-usine créée sous l'Ancien Régime autour d'une mine, une fonderie et une verrerie. Toute l'industrie est rachetée en 1836 par Schneider. En 1848, 8000 habitants, presque tous liés à l'entreprise, même si beaucoup d'ouvriers paysans gardent un ancrage rural.

La révolution de 1848 voit, en lien avec le *Club National*, la 1<sup>ère</sup> grève au Creusot, rapidement victorieuse (augmentations de salaire). Mais la vague réactionnaire amène la direction à revenir sur sa parole, d'où une nouvelle grève en 1850, mais cette fois l'État envoie l'armée.

Vers la fin de l'Empire, sous l'influence du *Cercle des Etudes Sociales*, la contestation reprend. Les ouvriers veulent gérer eux-mêmes la Caisse des Secours, Schneider organise un référendum en janvier 1870, mais il perd : les ouvriers deviennent maîtres de la Caisse. Schneider réagit en renvoyant les membres du bureau élus pour la gestion, et face à la grève des métallurgistes qui s'ensuit, il ferme et appelle l'armée. 2 mois après, les mineurs se mettent en grève, appuyés par l'Internationaliste Benoît Malon. La répression est terrible.

JB Dumay, leader du *Cercle des Etudes Sociales*, rejoint l'Internationale. Avec la République en 1870, il devient maire, organise une garde nationale populaire puis est élu député en février 1871. En mars il proclame la Commune du Creusot, qui dure 24h. Sa mémoire sera occultée.

**Joëlle Petit** (Conservatoire des Arts et Métiers)

*Organisation et évolution des syndicats marbriers belges au XIX<sup>e</sup> siècle.*

La condition des marbriers au XIX<sup>e</sup> siècle est terrible : rémunération faible, travail des enfants, maladies professionnelles diverses et mortelles. Face à cela, des grèves ont lieu sporadiquement, ainsi que la création de sociétés de résistance (parfois déguisées en secours mutuel) mais la répression est forte. Dans les années 1880, le syndicalisme s'implante peu à peu. En 1899, une grève de 4 mois a lieu à Ecaussinnes.

Début XX<sup>e</sup>, les grèves deviennent plus longues et dures parmi les marbriers et carriers, sous l'influence notamment du Parti ouvrier belge. En 1921, la journée de 8 heures est acceptée, mais les patrons obtiennent une dérogation pour les carrières - elle ne sera abrogée qu'en 1939.

#### *4<sup>ème</sup> session*

### ***Les voies multiples de l'institutionnalisation des associations ouvrières***

Présidée par Philippe Darriulat (IRHIS, Science Po Lille)

**Anna Safronova** (université de Paris 1-Panthéon-Sorbonne)

*Faire grève ou créer un atelier coopératif ? La place des promoteurs des associations de production en Russie, 1870-1922.*

Le point de départ est le constat d'une séparation, en Russie, entre les jeunes radicaux et les travailleurs.

Contre la mainmise des intellectuels, des travailleurs créent en 1878 *l'Union septentrionale des ouvriers russes*. Plutôt que de se focaliser sur la propagande politique, ils veulent des revendications économiques immédiates, tout en gardant une perspective révolutionnaire.

Ils utilisent volontiers le mot « artel », qui désigne des coopératives traditionnelles, existant de longue date en milieu rural, et certaines expérimentations sont menées. Cependant, ces coopératives sont rapidement supplantées par d'autres modes d'action. Dans les années 1890, ce sont des marxistes qui prennent la direction des expérimentations socialistes, notamment de coopératives de consommation et agricole. Ils croient que la Russie doit connaître une phase capitaliste, ils sont donc contre les coopératives de production.

Du coup, les coopératives ne connaissent pas vraiment de centralisation, ce qui leur permet d'échapper largement au contrôle policier, avant et après 1917. Ca reste un espace de témoignage et de refuge, sans véritable espoir que ça devienne un modèle.

**Cyril Melot** (université Paris 8-Saint-Denis)

*Associations ouvrières et partis ouvriers : discordance des temps et divergence des fins (1879-1896).*

La communication porte sur les rapports entre associations ouvrières et premiers partis ouvriers, au moment de la formation du mouvement en France.

La fondation de la *Fédération des travailleurs socialistes de France*, au Congrès de Marseille de 1879, montre le primat des associations ouvrières, en particulier des chambres syndicales. Non seulement les congressistes en sont majoritairement issus, mais leur forme est reprise.

Les modes d'organisation syndicaux sont repris (fonctions administratives des responsables, mandats courts, assemblées générales souveraines), ce sont des ouvriers qualifiés qui partout dirigent les fédérations. Mais c'est de courte durée.

Rapidement monte un groupe plus petit, des transclasses (ouvriers ascendants ou bourgeois descendants), souvent des journalistes, qui poussent les partis à jouer le jeu électoral. Mais il y a peu de postes, ce qui aboutit à la fragmentation entre plusieurs proto-partis.

Les *Cercles d'études sociales* et les *Comités électoraux* prennent le pas sur les chambres syndicales, et la question de l'appartenance professionnelle des délégués perd en importance. Le rapport des socialistes aux associations de travailleurs devient purement instrumental.

**Olivier Chaïbi** (Université Paris-Est Créteil)

*Financer les associations de travailleurs : une œuvre impossible ? de l'échec de la Banque du Peuple (1849) à la faillite de la Société du Crédit au Travail (1868)*

1848 est une révolution du crédit, de nombreux ouvrages portent sur ce thème. Les taux d'intérêt sont souvent usuraires et il y a un manque général de numéraire. D'où le projet socialiste de *Banque du Peuple*, porté par Proudhon d'avec anciens délégués ouvriers, fouriéristes.

Rapidement 12 000 adhérents, mais Proudhon, arrêté pour ses articles, doit dissoudre. D'anciens membres fondent la mutualité des travailleurs, dissoute après juin 1849.

Reste les associations financées par l'Etat, et des organisations de travailleurs clandestines.

En 1868, du fait d'une mauvaise politique d'investissement, la *Société de Crédit au Travail* fait faillite, entraînant une décennie noire pour les associations. Mais l'idée est reprise dans les années 1880, notamment par Abel Davaud, qui fonde l'ancêtre du *Crédit coopératif*.

**Chloé Gaboriaux** (Science Po Lyon)

*La reconnaissance d'utilité publique des associations ouvrières (1879-1914).*

Tout au long du XIX<sup>e</sup>, seul moyen pour une association d'avoir personnalité morale est d'être reconnue d'utilité publique, procédure ancrée dans l'État monarchique. On fait une demande au ministère, qui peut dire non ou transmettre au Conseil d'État, qui vérifie conformité et donne un avis, souvent suivi par l'État. Les associations ouvrières ont des réticences à se soumettre à ce contrôle et l'État a des réticences à reconnaître ces associations.

En 1870-79, sous l'Ordre moral, les réactionnaires au pouvoir ne reconnaissent que des sociétés de secours mutuel patronnées et des associations d'éducation ouvrière dirigées par des élites. En 1879, les républicains épurent le Conseil d'État, mais les conditions restent sévères.

Pour être reconnues, les associations doivent être neutres politiquement et religieusement, spécialisées sur un objet, localisées et non corporatives. Les associations ouvrières mutualistes ou compagnonniques restent suspectes, mais certains les appuient contre les syndicats.

**Conclusion de Michèle Riot-Sarcey.**

(université Paris 8-Saint-Denis)

Ce colloque a permis la redécouverte de formes d'auto-organisation d'individus contraints de se défendre contre l'exploitation et contre la domination – les deux se conjuguent sans se confondre.

Partout, au 19<sup>e</sup> siècle, des mouvements foisonnants de collectifs sont à l'œuvre, influencés par l'utopie et conscients de vivre l'anticipation d'un monde meilleur. Pensons à la lucidité de Marx sur les bienfaits du mouvement coopératif dans son adresse inaugurale à l'AIT en 1864. Les coopératives, dit-il, ont montré que la production à grande échelle pouvait se passer d'une classe de patrons exploitant une classe de salariés. L'esprit émancipateur utopique ne meurt pas en 1848. Mieux : aujourd'hui il renaît, retrouvant des pratiques antérieures inachevées.

Le réel de l'utopie, l'association, est une plongée dans le réel, une critique du réel, un processus en mouvement permanent. Des échos de Jeanne Deroin se retrouvent dans les

textes émanant de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes ou de certains collectifs de *Gilets Jaunes* fédérés. Finissons avec elle, en 1849, dans *l'Opinion des Femmes* : « Nous n'aurons plus besoin d'une législative permanente pour comprimer la liberté mais nous aurons des assemblées de travailleurs s'occupant sérieusement de tous ».

Voilà c'est fini, merci d'avoir suivi ce LT, merci à mes coorganisatrices Carole Christen et Caroline Fayolle, merci aux participant.e.s et président.e.s de séance et merci au personnel administratif de l'université de Lille pour tout le travail !